

Rencontre avec Arkadi Filine, nom d'emprunt pour une écriture collective à six mains et trois têtes du livre *Oublier Fukushima*, qui analyse de façon sociale la problématique du nucléaire au regard de la catastrophe en cours au Japon suite à l'accident de Fukushima.

Oublier Fukushima

Propos recueillis par Rimso ! et Topo
mis en forme par Rimso !

Pourquoi avoir emprunter le nom d'un liquidateur de Tchernobyl pour signer ce livre?

Arkadi Filine : Arkadi Filine est un des huit cent mille liquidateurs mobilisés militairement pendant des mois par le gouvernement soviétique en 1986 pour tenter d'« éteindre l'incendie » du réacteur 4 de Tchernobyl et pour soit disant liquider la catastrophe. On peut lire son témoignage romancé dans le livre *La Supplication* de Svetlana Alexievitch (1). On s'est reconnu dans le drôle de regard qu'il porte sur sa situation, dans « son sens de la dérision, au bord du gouffre, son attitude désespérée mais pas résignée », comme on l'écrit en préambule du livre. Il raconte l'absurdité de la bureaucratie soviétique, l'appel à l'héroïsme national et surtout l'inutilité de son travail quotidien pour « liquider » la catastrophe. Selon ses termes, il passe ses journées à enterrer les maisons, les puits, les arbres, la terre, les forêts... Arkadi Filine ne se présente pas comme une « victime » de Tchernobyl, il sait, comme d'autres à l'époque, qu'il est envoyé au charbon, sacrifié par et pour l'Etat soviétique, certes pour limiter un peu la casse mais surtout pour participer au grand spectacle de la « liquidation » de la catastrophe. Il faut se souvenir qu'à l'époque, la presse titrait : « Tchernobyl, lieu d'exploit » ou encore « La vie continue » ! Tout ce qu'il nous dit nous ramène au constat qu'une catastrophe nucléaire ne se liquide pas, l'Etat gère des populations. Sa lucidité et sa dérision nous semble précieuse aujourd'hui, au moment de la catastrophe de Fukushima daiichi.. L'emprunt de son nom pour signer le livre est évidemment un hommage à cet homme et aux liquidateurs, mais c'est aussi une manière de regarder la catastrophe commencée il y a plus d'un an au Japon. On ne peut pas comprendre Fukushima sans regarder ce qu'il s'est passé et se passe aujourd'hui à Tchernobyl ; le livre est construit sur cet aller-retour permanent entre la gestion sociale de ces deux catastrophes. C'est cet aller-retour qui permet de comprendre un peu mieux ce que le gouvernement japonais et les institutions internationales font depuis le début de la catastrophe.

Pourquoi avez-vous choisi ce titre Oublier Fukushima ? Quelle est l'intention de ce livre ?

A. F. : On a intitulé ce livre *Oublier Fukushima* pour décrire comment les Etats et les institutions internationales, comme ils l'ont fait avec Tchernobyl, organisent l'oubli de cette catastrophe. Il nous a été très difficile de reconstituer le fil des événements tant la confusion et le mensonge sont organisés. Mais surtout, l'oubli de Fukushima renvoie au déni généralisé dans les pays nucléarisés : plus la centrale est proche, plus le déni est grand. En France, nous vivons tous à bout portant d'une centrale, que l'on habite à Paris ou au fond d'une campagne. Cet oubli n'est pas simplement l'oubli d'une catastrophe, c'est notre condition dans un État nucléarisé. Nous n'avons pas cherché à faire un livre définitif sur le nucléaire qui pèserait encore sur ce fatalisme ambiant, ni faire un inventaire de bureaucrate des différents scénarios de sortie du nucléaire, mais raconter un an d'une catastrophe en cours. Avec ceci en tête : comprendre comment la catastrophe est gérée au Japon nous semble être un point de départ pour tout mouvement ou groupe qui voudrait s'opposer au nucléaire aujourd'hui. C'est en tout cas de cette nécessité dont nous sommes partis.

La forme de ce livre est originale, pouvez-vous en parler?

Nous avons découpé le livre en 5 parties qui suivent les différents étapes de la gestion de la catastrophe: Catastropher, Liquider, Evacuer, Réhabiliter et Banaliser. 5 mensonges, 5 épisodes de la catastrophe. Chacune des parties peut se lire indépendamment les unes des autres, elles sont introduites par un texte qui raconte et analyse un an de « gestion de crise nucléaire ». S'ensuivent des documents aux sources très différentes : Des témoignages d'ouvriers japonais – on ne parle plus de liquidateurs- envoyés sur place avec arrosoir et bottes en caoutchouc, témoignages des habitants non évacués et restés sur place, des transcriptions de réunions publiques entre habitants des zones contaminés et des responsables de Tepco et du gouvernement, rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ceux de l'autorité de sûreté japonaise (NISA) et française (IRSN, ASN)...etc. Ces récits et documents sont mis en relation avec des témoignages de liquidateurs de Tchernobyl et des rapports officiels de l'époque. Le livre finit par un retour en France avec un long entretien d'un ancien

travailleur « sorti » du nucléaire (2). Cet agencement de documents et de textes nous a semblé être le meilleur moyen pour rendre compte de l'histoire immédiate d'une catastrophe qui est loin d'être finie.

La première partie c'est catastropher, cela porte sur les premiers temps de la catastrophe...

A. F. : Effectivement, D'abord le choc et l'effroi du tremblement de terre et du Tsunami, la plus importante catastrophe naturelle au Japon depuis 1923, des villes englouties en quelques secondes, 27 000 morts annoncées dès les premiers jours. Puis, survient « l'autre » catastrophe, nucléaire cette fois, impalpable, invisible. Avec comme seul moyen de la percevoir, des cascades de chiffres que nous livrent des experts tranquillement assis dans leurs canapés sur des plateaux de télé. Dans le flot qui nous est déversé ici comme partout ailleurs, les informations sont contradictoires. Ce n'est pas un problème pour les experts qui sont en position de pouvoir. Ils occupent le terrain avec leur langage comptable et ils nous l'assèment. Ce langage est déjà un mensonge sur la réalité, une manière de nous tenir à distance et de déréaliser cette catastrophe. En bon administrateur de la catastrophe, ils aimeraient nous voir penser la situation en bon administré : D'une côté une catastrophe naturelle accompagnée de quelques « incidents nucléaires », comme dit Areva 15 jours après, et de l'autre, un Etat qui fait ce qu'il peut pour informer et protéger les populations. Mais sur place, sur les territoires contaminés, c'est très différent, l'Etat japonais reste silencieux. Pas de mesures de radioactivité, pas de consignes, pas de protections, pas d'évacuations, rien ! Le maire de Minami Soma, ville à 20 kilomètres dit lui-même qu'il a appris à la télévision que sa ville devait être s'auto-évacuer... L'Etat joue de la situation et de la confusion qui règne après le tremblement de terre et le Tsunami. Les japonais apprendront plus tard dans la presse que le gouvernement japonais avaient des mesures de radioactivité juste après l'accident, mais ne les a pas communiqué. Il a ainsi laissé les habitants d'un village entier s'évacuer dans une zone extrêmement contaminé, tout en informant discrètement l'armée américain présente sur le secteur de s'en éloigner au plus vite. La révélation de ce mensonge qui en cache d'autres révèle la logique générale de l'Etat. Pas question d'évacuer les 40 millions de personnes vivant à Tokyo à 250 kilomètres de la centrale. Mieux vaut rester silencieux et abandonner les populations sur place. On est loin de l'image mythique d'un Etat bienveillant, protecteur, éclairé par une caste de technocrates qui informe et protège les populations.

Le deuxième temps c'est liquider...

A. F. : C'est un des mensonges centraux du nucléaire. Il a été inventé après la catastrophe de Tchernobyl. Il s'agit de faire croire qu'une catastrophe nucléaire aurait un terme, une fin, comme un incendie qu'on éteindrait. On liquiderait une catastrophe comme on se débarrasserait d'un témoin gênant. La mise en scène de la résolution de la catastrophe japonaise diffère cependant de celle de Tchernobyl. Ce n'est pas une liquidation à la soviétique, organisé par l'armée qui mobilisent des soldats dans une guerre contre la radioactivité. Au Japon, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs du nucléaire qui sont envoyés sur place, comme s'ils s'agissaient d'une opération de maintenance à peine particulière. Ce sont des entreprises, l'exploitant Tokyo electric power compagny (TEPCO) , les constructeurs de centrales Hitachi, Toshiba, qui sont officiellement chargés de l'affaire. Le Japon est le pays de la sous-traitance (avec le système Toyota et le « flux tendu » mis en place dans les années 70) et les travailleurs envoyés sur place sont à six ou sept niveaux de sous-traitance par rapport à l'exploitant. Les ouvriers sont recrutés parmi les castes les plus pauvres et les plus méprisées du Japon, les burakumin, qui sont « traditionnellement » chargés des basses œuvres de la société. Les entreprises envoient au charbon des populations déjà sacrifiées, c'est d'ailleurs pour cela que la disparition de registre administratif de plusieurs centaines d'entre eux à l'automne ne constitue pas un problème politique. Mais leur travail sur place ne change pas beaucoup des récits qu'en font les liquidateurs de Tchernobyl : un ballet tragique de lance à eau, de botte de caoutchouc et de robot qui ne marchent pas pour soit disant « faire baisser la température de réacteurs », appellation abusive pour qualifier ce qui n'est plus qu'un tas de gravats. Quant aux cœurs des réacteurs, on apprend 2 mois après le début de la catastrophe qu'ils auraient en fait complètement fondus et se feraient tranquillement un chemin dans les profondeurs. C'est ce qu'on appelle le Corium. Puis soudain, en décembre 2011, Tepco et le gouvernement annonce que la température est passée en dessous des 100°C, que la situation est sous contrôle, la catastrophe liquidée. Mensonge qui permet de passer à la suite.

On passe alors à la réhabilitation...

A. F. : La réhabilitation suit la liquidation dans leurs termes et leur calendrier. L'idée est simple: après avoir prétendu maîtriser les réactions en chaîne de l'accident, il s'agit maintenant de prétendre « décontaminer » les territoires ». La réhabilitation des zones contaminées dans la région du Tohoku (dans laquelle est Fukushima) commence à être organisée rationnellement par l'État japonais et les autorités de sûreté internationales à partir de janvier 2012. C'est une manière de faire croire que le nettoyage est en cours, que les zones agricoles

redeviennent exploitables et que le peu de personne qui sont partis pourront bientôt revenir. Evidemment, dans les faits, la décontamination ne diminue en rien la radioactivité. Ce simulacre de la réhabilitation est lui aussi un héritage de Tchernobyl. Cela consiste à gratter le sol, ramasser de la terre, ramasser des feuilles mortes dans les cours d'école, nettoyer les maisons, un point c'est tout. Ces déchets sont soit stockés ici ou là dans des endroits qui deviennent à leur tour très contaminés, soit brûlés dans des incinérateurs réquisitionnés dans tout le pays qui deviennent ainsi des poubelles nucléaires. L'autre manière d'évacuer les déchets, c'est non pas de les présenter comme tel mais simplement d'écouler les marchandises qui continuent à être produites sur les territoires contaminés. C'est un véritable travail de dilution de la radioactivité. Par exemple, du riz contaminé est mélangé à du riz provenant d'autres régions moins contaminées. Cela permet de passer juste en dessous des seuils autorisés dans l'alimentation pour un paquet de riz, c'est aussi valable pour le thé, le ciment, le fourrage, le terreau etc. La réhabilitation montre bien que la catastrophe n'est pas que tout s'arrête, mais bien que tout continue.

Que se passe t il pour les habitants des territoires contaminés ?

A. F. : Le plus gros mensonge a été de faire croire qu'un nombre important de personnes avaient été évacuées. Seules 90 000 personnes ont effectivement quitté la zone sans avoir été « évacuées » par quiconque pour la plupart. D'autre part dans la grande majorité elles ne sont pas parties dans les premières heures de la catastrophe mais dans les jours qui suivent, voire le mois suivant. Ce mensonge a pour but de faire croire que l'état intervient et protège ses sujets. L'état ne peut pas se nier en évacuant quarante millions de personnes qui sont dans des zones contaminées. Pour cela il retarde au maximum l'échéance de l'évacuation en jouant sur les doses et les seuils. Le peu de chiffres qui sont communiqués incitent en fait les habitants et les habitantes à rester sur place. Les habitants sont perdus dans les incessants changements de zones aux statuts incompréhensibles. Puisque la contamination est invisible, que tu ne sait pas si en partant tu vas retrouver un boulot et un logement, que pendant six mois tu n'as aucune garantie concernant des indemnités payées par l'état ou Tepco, évidemment que c'est très compliqué de partir par soi-même. Celles et ceux qui partent ont de l'argent ou de la famille ailleurs. Des millions de personnes se retrouvent à vivre à peu près normalement dans des zones qui ont des taux de contaminations pouvant aller jusqu'à trente fois ceux des zones d'évacuations autour de Tchernobyl. Une catastrophe survient et l'Etat et l'économie ne peuvent pas en assumer les conséquences sans sacrifier des dizaines de milliers de personnes.

Pouvez-vous nous parler des activités de mesures indépendantes de la radioactivité réalisées par le militant Wataru Iwata et le paradoxe dans lequel ce travail le met ?

A. F. : Wataru Iwata s'est procuré en France auprès de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad), un compteur Geiger et a constaté que dans les rues de Fukushima city à quelques dizaines de kilomètres de la centrale, les gens continuaient à vivre comme si de rien n'était alors que la contamination était très forte. Il a alors fondé un centre pour que les gens puissent venir mesurer leur contamination interne, le Citizens' Radioactivity Measuring Station (CRMS). Il espérait qu'ainsi, sur cette base chiffrée, les gens décideraient de s'auto-évacuer massivement. Mais cela ne se passe pas aussi simplement et, de son propre aveu, il s'est très vite retrouvé dans la position d'un contre expert que les gens viennent consulter pour se rassurer et non pas pour partir. Paradoxalement, mesurer la radioactivité de son corps ou de ses aliments n'aide pas forcément à prendre la mesure de la gravité de la situation. Au contraire la plupart des gens pensent pouvoir adapter leurs comportements à un quotidien contaminé.

Puisque la gestion technique du nucléaire semble plus qu'hasardeuse aux ingénieurs eux-mêmes, quel rôle social l'industrie nucléaire joue t-elle véritablement ?

A. F. : En réalité il n'y a pas de solution technique au désastre engendré par un accident nucléaire et Fukushima le prouve encore une fois. Au lieu de tout arrêter, les états en concluent qu'il faut s'y préparer puisque la catastrophe est déjà advenue et est attendue en Europe de l'Ouest. Les Etats travaillent donc simplement à l'acceptation sociale de la catastrophe. En France c'est notamment le Codirpa (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle) qui se charge de coordonner les différents services de l'Etat en agitant ce qu'ils appellent les « retour d'expérience » des catastrophes passées ou en cours.

Le nucléaire est historiquement - avec la bombe - un outil de gouvernement et dans un second temps - avec les centrales - une production énergétique. S'il se développe et qu'il réussit à s'imposer c'est parce qu'il fascine aussi bien les ingénieurs qui le mettent en place qu'il terrifie les populations sur lesquelles une bombe peut tomber dans les années de la guerre froide. Dans le même temps le nucléaire permet un développement sans fin des besoins énergétiques, en attachant tout le monde à sa prise de courant. C'est bien ce qui s'est passé au

Japon : de la terreur d'Hiroshima à la fascination d'une énergie prétendument inépuisable et de la puissance économique qu'il accompagne. Contrairement au discours écologique qui le confine à un problème énergétique avec de soi-disant solutions alternatives, il s'agit donc aujourd'hui plus que jamais sans doute de poser le nucléaire comme une question sociale.

(1) Svetlana Alexievitch, *La Supplication, Tchernobyl, chronique d'un monde après l'apocalypse*, J'ai lu, 1997
(2) voir son film réalisé en 2001, *Silence radio*, par Christian Ugolini.

En colonne :

Retranscription revue et corrigée réalisée à partir d'une émission de radio disponible en libre écoute sur notre site internet.

À lire

Oubliez Fukushima

Arkadi Filine

Les éditions du bout de la ville

Collection Pluie noire

2012, 240 p.

leseditionsduboutdelaville@yahoo.fr

Le livre est également téléchargeable gratuitement sur le site : www.leseditionsduboutdelaville.fr